

Poisson d'avril!

Pierre Lavoie

Number 69, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/29160ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lavoie, P. (1993). Poisson d'avril! *Jeu*, (69), 7–10.

Pierre Lavoie

Poisson d'avril!

Au Québec, nous aimons bien commémorer les grands événements de notre histoire. Après tout, notre devise n'est-elle pas : «Je me souviens»? Pour ne pas oublier ce qui ne devrait *plus jamais* être oublié, on pourrait ajouter aux fêtes de Dollard, de la Saint-Jean-Baptiste, des patriotes de 1837... celle du poisson d'avril et de son saint patron, Gilbert Rozon : en souvenir de l'ouverture officielle du Musée... pour rire, le 1^{er} avril 1993. En effet, le pauvre homme n'a-t-il pas «épuisé [toutes ses] ressources là-dedans¹», accumulé contre lui «une telle haine», alors qu'il ne voulait, par la création de cette «entreprise sans but lucratif» [*sic*], que contribuer au rayonnement international de nos créateurs²?

Imaginons un défilé du poisson d'avril, dans les rues de Montréal. Pourraient prendre place dans les tableaux précédant la finale — où l'on reconnaîtrait et applaudirait Gilbert Rozon sous les traits du petit diable vert inventé par Vittorio — les principaux protagonistes de cette amère défaite, celle de la Culture contre l'Empire du rire et de ses ineffables bouffons, nos dirigeants politiques. En fait, devraient être mis au pilori ceux et celles qui, en 1990, ont octroyé 13,5 millions de dollars au Complexe de l'humour : pour le Canada, Benoît Bouchard, ministre de l'Industrie, du Commerce et de

la Technologie (5 millions de dollars), Marcel Masse, ministre des Communications (500 000 \$); pour le Québec, Daniel Johnson, président du Conseil du Trésor, ardent défenseur du projet, et Lucienne Robillard, ministre des Affaires culturelles (5,5 millions de dollars); pour la ville de Montréal, le maire Jean Doré et la Commission d'ini-



1. Jocelyne Lepage, «Le Musée... pour tire ferme ses portes», *La Presse*, 1^{er} février 1994, p. A-1 et A-2.

2. Notre pince-sans-rire national oublie qu'en décembre 1991 le Groupe Rozon s'était engagé formellement à assumer tous les frais d'exploitation de l'Académie nationale de l'humour et tous les frais de dépassement des coûts de restauration de l'ancienne brasserie Eckers.

tiative et de développement culturel (CIDEDEC) (2,5 millions de dollars). Parmi les clowns qui participeraient à la parade, on pourrait apercevoir le président de l'Union des artistes, Serge Turgeon, qui était «satisfait de ces subventions accordées, par le biais de l'Académie nationale de l'humour, à des artistes de la scène³», ainsi que Catherine Bégin, ex-présidente du Conseil québécois du théâtre et de la Coalition pour le 1 %, qui se réjouissait «de cet investissement dans la culture⁴».

Entre le 1^{er} avril 1993, jour de l'ouverture officielle du Musée... pour rire, et le 1^{er} février 1994, jour de la fermeture dudit musée, celui-ci n'aura accueilli que 135 000 visiteurs, contrairement aux 175 000 prévus dans les premières études, chiffre gonflé par la suite à 400 000. Nos généreux gouvernements, ce sont eux, aujourd'hui et toujours, qui nous surtaxent, envisagent de couper les programmes sociaux, nous demandent de nous serrer la ceinture pour réduire leur déficit,

eux qui, aujourd'hui et toujours, occupent les postes de commande : Daniel Johnson, premier ministre du Québec, Lucienne Robillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, et Jean Doré, maire de Montréal.



Le Musée... pour rire (ci-dessus) et le bar K.O.X. (à droite).
Photos : Luc Mondou.

[...] Daniel Johnson justifie cette subvention gouvernementale en soutenant qu'«il ne s'agit pas de dépenses, mais bien d'investissements qui correspondent à 20 % des coûts de la réalisation, ce qui est tout à fait normal»⁵.

«Le projet a été scruté à la loupe par nos fonctionnaires et il y a plusieurs aspects du concept qui rencontraient nos exigences : rentabilité, impact économique et touristique, rayonnement international, priorité accordée à la relève, décentralisation du festival avec les tournées en région et participation financière du secteur privé. De plus, l'Académie nationale de l'humour, qui chapeaute le tout, est une société sans but lucratif. Et Gilbert Rozon a fait la preuve que l'humour est une expression artistique qui intéresse le grand public», poursuit le porte-parole de M^{me} Robillard⁶.

3. Guy Ferland, «Les subventions au Complexe Juste pour rire suscitent la controverse», *Le Devoir*, 20 juillet 1990, p. 1 et 12. Il est amusant, aujourd'hui, d'entendre Serge Turgeon jouer les vierges offensées et déclarer avec indignation que «demander de l'argent supplémentaire équivaut à un hold-up» (Stéphane Baillargeon, «Dans le trou pas pour rire. Le Musée... pour rire est au bord de la faillite», *Le Devoir*, 26 janvier 1994, p. A-1 et A-8), de même que d'entendre le Conseil québécois du théâtre exprimer par la bouche de son directeur général qu'«il serait scandaleux d'entreprendre un sauvetage particulier pour cette institution qui a toujours promis de faire ses frais» (Stéphane Baillargeon, «Le Musée... pour rire coule à pic. Le milieu culturel rit jaune. Les temps sont durs pour Rozon qui perd un procès à Paris», *Le Devoir*, 27 janvier 1994, p. A-3.)

4. Guy Ferland, *loc. cit.*

5. Guy Ferland, *loc. cit.*

6. Guy Ferland, *loc. cit.*

Mais voilà bien le vrai critère qui gouverne la politique culturelle, celui de la claque populaire, spontanément précisé par nul autre que le président du Conseil du Trésor, M. Daniel Johnson qui s'était déplacé pour saluer bien bas la culture du rire, au début du festival. «Lorsqu'un événement arrivera à attirer plusieurs centaines de journalistes étrangers et à avoir NHK du Japon, a-t-il déclaré, qu'on vienne me voir, je suis prêt à le financer⁷.»



Étonnamment, nous n'avons entendu ni les uns ni les autres prononcer le *post-mortem* de cette sinistre comédie, trop heureux sans doute de laisser cette tâche à l'actuelle ministre de la Culture et des Communications, Liza Frulla, qui fut l'une des rares politiques à mettre en doute la viabilité de ce projet, et qui a refusé — Dieu merci! — d'accorder de nouvelles subventions à ce pitoyable naufrage.

Cet «échec prévisible⁸», qui aura engouffré environ 22 millions de dollars

(aux 13,5 millions de dollars de subventions, il faut ajouter un prêt de 5,5 millions de dollars de la Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal (SIMPA) et l'investissement du Groupe Rozon), n'est pas sans rappeler l'intervention, en 1980, du gouvernement péquiste et du gouvernement fédéral d'alors dans le dossier de la Comédie Nationale⁹. En dépit de l'opposition générale du milieu théâtral, ils ont accordé près d'un million de dollars à l'immobilisation et au fonctionnement de ce lieu théâtral, qui devait être voué à la création et au jeune théâtre québécois, et qui est devenu, par la suite, le Théâtre Félix-Leclerc et puis le bar K.O.X.

Plus jamais

Quelles leçons devons-nous tirer de la mort de ces deux éléphants blancs qui, à plus de dix ans d'intervalle, témoignent, de façon symptomatique, d'un état d'esprit et d'un «art de gouverner» quelque peu particulier? Celle que la politique est l'art d'improviser et qu'il faut cesser d'attendre, quel que soit le parti au pouvoir, une politique culturelle globale, qui répondrait aux attentes et aux besoins véritables des créateurs et des institutions culturelles reconnues. Il faut retenir également que les jeux d'influence seront toujours plus efficaces que toutes les protestations réunies du secteur culturel, du secteur artistique et des médias. La leçon fait mal : 13,5 millions de dollars évanouis en fumée, dans un grand éclat de rire — merci M. Rozon —, qui auraient pu être utilisés

Lorsque
les politiciens
voudront nous faire
avalier une aussi
grosse couleuvre,
nationale
ou pour rire...,
j'espère que nous
leur opposerons
désormais
un vrai front,
dans une lutte sans
trêve ni répit.

7. Lise Bissonnette, «En rire pour ne pas pleurer. L'inculture politicienne se donne en spectacle», *Le Devoir*, 21 juillet 1990, p. A-6.

8. Stéphane Baillargeon, «Rire jaune. Le Musée... pour rire, ou l'histoire d'un échec prévisible», *Le Devoir*, 2 février 1994, p. A-1.

9. Voir mon article, «La Comédie Nationale : une tragédie...», *Jeu* 19, 1981.2, p. 20-22.

à l'édification de la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, attendue depuis près de vingt ans, à la rénovation du Théâtre du Nouveau Monde, qui croule sous l'âge et le déficit¹⁰, à l'Espace la Veillée, qui n'en peut mais... Il faut que le milieu théâtral, que les milieux artistique et culturel apprennent à faire résonner leur voix jusqu'au cœur du processus décisionnel politique, qu'ils n'acceptent *plus jamais* que nos gouvernants prennent impunément des décisions de cette ampleur à l'encontre de l'opinion générale. Nous excellons pour critiquer et dénoncer, une fois le mal accompli. Lorsque les politiciens voudront nous faire avaler une aussi grosse couleuvre, nationale ou pour rire..., j'espère que nous leur opposerons désormais un vrai front, dans une lutte sans trêve ni répit.

«Le vrai monde»

De la rouerie des «politicalilleux» et de la faiblesse des «cultureux» découle une désaffection de plus en plus généralisée de la population envers les arts et la culture. Le récent sondage CROP/*L'actualité*¹¹ est révélateur de cet état d'esprit. À la question : «Pour chacun des [14] secteurs suivants, devrait-on couper les services ou augmenter les impôts?», pour les arts et la culture, 67 % des personnes interrogées ont choisi la réduction des services et 17 % l'augmentation des impôts. Seule la Défense nationale devance les arts et la culture dans la volonté populaire de couper les dépenses. Comme le souligne Claude Forget, ex-ministre des Affaires sociales du Québec, appelé à commenter ce sondage, «c'est un signe de l'échec de notre système politique à susciter une adhésion à des idéaux [la participation au maintien de la paix et l'affirmation de l'identité nationale] qui dépassent les services qu'on reçoit comme individus... [...] Il n'y a pas de vision d'ensemble de ce qui fait marcher la société et la tient. [...] nous traversons une crise de civilisation assez inquiétante : il n'y a plus de sens commun¹²».

J'ajouterais même que cela est *très* inquiétant. Si le système politique est en grande partie responsable de la désaffection du public envers les arts et la culture¹³, par la non-reconnaissance du caractère essentiel de la culture et de l'art dans l'imaginaire collectif, dans la vie de la nation et de chaque individu (l'objectif du 1 % du budget alloué à la culture n'est toujours pas atteint...), par l'absence de programmes d'initiation aux arts dans tous les secteurs d'enseignement, il est aussi vrai qu'un fossé profond sépare toujours le milieu culturel et artistique de la population. Le coût d'accès aux théâtres, par exemple, est un excellent moyen dissuasif, tout comme le coût des livres...

À nous tous de relever nos manches afin d'imaginer et de trouver des solutions qui permettront, peut-être, de réconcilier un jour le monde de la culture et «le vrai monde». ♦

10. Au moment d'aller sous presse, nous apprenons qu'Ottawa et Québec s'apprêteraient à verser 18 millions de dollars pour la rénovation du T.N.M.

11. «Les taxes ou la vie!», *L'actualité*, vol. 19, n° 4, 15 mars 1994.

12. Luc Chartrand, «Le ras-le-bol des payeurs. Les Québécois se prononcent. Et des leçons s'imposent.», *L'actualité*, vol. 19, n° 4, 15 mars 1994, p. 27.

13. Jean-Marie Drot, cinéaste, écrivain, réalisateur, conseiller culturel, actuellement directeur de la Villa Medici à Rome et invité à Montréal au XI^e Festival international du film sur l'art, confie à Marie-Michèle Cron les propos suivants : «Les responsables, les politiciens, portent la responsabilité d'une crétinisation d'un public et ce n'est pas la faute aux publicitaires.» («L'art et les hommes : des rencontres remarquables. Hommage à Jean-Marie Drot, homme-orchestre», *Le Devoir*, 11 mars 1994, p. B-9.)